



Juin 2024  
**Bureau  
Bamako**

## **Revue de presse du Mali**

### **Semaine N°3 de Juin**

---

Bienvenue sur la revue de presse hebdomadaire de Konrad-Adenauer-Stiftung sur le Mali

La revue de presse hebdomadaire a pour but d'explorer et de vous tenir informé sur la situation au Mali et sur des questions sélectionnées relatives à la politique, à l'économie et à la société.

#### **Contenu**

- **Grève du SYNABEF :  
L'inévitable mue de l'UNTM**
- **An III de la rectification de la  
transition : L'heure d'un choix  
responsable pour l'avenir de la  
république**

## GREVE DU SYNABEF : L'inévitable mue de l'UNTM

La grève du Synabef qui a pris en otage tout le système économique du pays, les clients et le citoyen lambda n'est pas arrivé ex-nihilo. Elle est la résultante de la décadence du mouvement syndical malien jadis pionnier en Afrique.

La grève du Synabef tendait vers son cinquième jour. Le mot d'ordre d'arrêt de travail a été levé le lundi 10 juin dans la matinée, suite à la relaxe de Hamadou Bah, Secrétaire général du Synabef. Ce syndicat comme d'autres est coutumier de ce genre de bras de fer pour se faire entendre.

En 2023, des établissements bancaires sont restés plusieurs jours durant les rideaux de fer baissés du fait des grèves de leurs travailleurs. Impossible pour les clients d'accéder à leurs fonds ou de procéder à certaines opérations bancaires.

Par ailleurs, des syndicats de la santé principalement du CHU Gabriel Touré et du CHU du Point G ont observé des grèves sauvages, piétinant le serment d'Hippocrate. Résultats : des milliers de patients abandonnés à leur sort funeste avec plusieurs cas de morts.

Aussi sous IBK, des syndicats de magistrat ont grevé pendant presque un mois, toujours pour une revendication corporatiste compromettant les droits des justiciables. La grève est un droit constitutionnel au Mali.

Cependant elle demeure l'ultime arme dont se sert tout syndicat averti. A scruter de loin, ce genre d'action syndicale était méconnu dans notre pays si ce n'est ces dernières années.

### Le manque de culture syndicale et la faiblesse de l'Etat sont passés par là

La présente grève du Synabef est née d'une petite cause qui a produit de grands effets. Hamadou Bah, le Secrétaire général du Synabef et Secrétaire général adjoint de l'Union nationale des travailleurs du Mali (UNTM) est inculpé de faux et usage de faux puis placé sous mandat de dépôt.

La plainte émane d'un syndicaliste de la BDM-SA. Faisant fi de cette procédure judiciaire, ses camarades syndicaux y compris l'UNTM réclament sa libération sans condition.

A voir de près, l'inculpation de M. Bah est belle et bien une action pénale en ce sens que le plaignant l'accuse d'avoir manipulé des procès-verbaux du congrès de leur comité syndical.

En tout état de cause, il s'agit d'un problème syndical qui aurait pu être réglé devant le bureau exécutif central (BEN) de l'UNTM, mais qui se retrouve devant le prétoire.

Papa Sadio Traoré, auteur de la plainte, a eu confiance en la justice qu'à la centrale mère, l'UNTM. Cette guéguerre sur fond de crise de confiance s'est manifestée à d'autres niveaux pendant le renouvellement de certains comités syndicaux, en prélude au dernier congrès statutaire de l'UNTM.

### Syndicalement, le Mali a véritablement dégringolé

Le comité syndical des Impôts, présidé par Aly Ousmane Daou, s'est déclaré victime d'entrave au vote de certains de ses militants empêchés d'accéder à la salle de vote. En leur absence, un bureau dit consensuel est mis en place, sous la supervision du Syntade, avec comme Secrétaire général Soukalo Traoré.

Les partisans de M. Daou qui se sont sentis grugés, ont porté le contentieux devant l'UNTM sans avoir gain de cause. Ils voudraient ester en justice ou créer leur propre syndicat avant de revenir à de meilleurs sentiments. Puisqu'ils ont compris que les dés étaient pipés d'avance à partir de la Bourse du travail.

Ce genre de manque de confiance peut conduire n'importe quel syndicaliste lésé ayant compris que la solution du sommet n'est pas la mieux appropriée, à choisir la voie qui lui semble sûre. Syndicalement, le Mali a véritablement dégringolé.

Il s'agit du Mali de Mamady Famady Sissoko dernier Secrétaire général de l'UNTM sous Modibo Kéita, de Bakary Karambè, l'emblématique Secrétaire général de l'UNTM ayant conduit les pas du mouvement démocratique malien jusqu'à la chute du régime de Moussa Traoré en mars 1991 et ses camarades syndicaux comme Boissé Traoré, Mamadou Souraké Bathily, Issa dit Issé Doukouré, Ahmadou Amion Guindo, Goundo Mamadou Simaga, entre autres.

outes ces personnalités citées n'étaient pas des produits de grandes écoles ou université. Ils étaient soit commis des Postes et télécommunications (PTT), technicien de l'hydraulique, technicien d'agriculture, agent de la Somex, enseignant du fondamental, etc. Mais ils avaient une formation syndicale avérée.

Sous leur direction, les conflits syndicaux étaient non seulement rares, même s'il en avait, ils étaient gérés à l'interne sans tintamarre. Mais jamais sur la place publique. Ces pionniers du syndicalisme malien doivent se retourner dans leurs tombes. C'est au courant des années 2000 qu'a commencé l'effondrement du syndicalisme malien.

Avec des crises qui ont accouché à de nouvelles centrales syndicales. Le précurseur a été Ahmadou Amion Guindo. Membre de la vieille garde et n'ayant pas digéré sa mise à la retraite avec Issa dit Issé Doukouré auquel il était farouchement opposé, au profit de la Nouvelle génération de syndicalistes, il a claqué la porte de l'UNTM pour créer la Confédération syndicale des travailleurs du Mali (CSTM).

Plus tard sont nées la CDTM, la CDT toutes deux dirigées par des dames, notamment l'ancienne ministre de l'Education, Mme Sidibé Dédéou Ousmane et Mme Kadiatou Mounkoro, toutes deux initialement membres du bureau exécutif national de l'UNTM, dirigé à l'époque par Siaka Diakité.

L'après ancienne génération de syndicalistes a vu apparaître une nouvelle race. De jeunes bardés de diplômés et compétents dans leurs domaines d'activités, mais au background syndical nul et sans aucune expérience. La plupart d'entre eux sont arrivés sur le terrain syndical pour leur propre promotion professionnelle et sociale.

Leur présence dans les organismes paritaires professionnels comme les conseils d'administration de l'INPS, de la Canam et de l'ANPE sans parler de l'institution qu'est le Conseil économique et social, culturel et environnemental en est la parfaite illustration.

Durant ces vingt ou trente dernières années, des secteurs comme les banques, les assurances, la santé n'ont jamais ou presque observé de grève à longue durée. Le Syndicat national du commerce, des assurances et banques (Syncab) l'ancêtre du Synabef, à l'époque dirigé par Ahmadou A. Guindo déposait certes des préavis de grève mais qui n'étaient pas exécutés. Idem pour les syndicats de la santé. En ce moment, Hippocrate avait une valeur pour les toubibs.

Mais tout se passe de nos jours comme si des syndicats qui ressemblent à de véritables maîtres chanteurs, profitent de leurs poids pour sortir leurs muscles à tout bout de champ, au mépris des intérêts des populations et de l'Etat grabataire.

Source: MaliTribune

## An III de la rectification de la transition :

### L'heure d'un choix responsable pour l'avenir de la république

Même si elle ne s'est pas totalement enlisée, la transition politique malienne n'avance plus comme on l'aurait souhaité. Trois ans après la rectification amorcée le 24 mai 2021, la dernière ligne droite a du mal à se dessiner à cause des enjeux et surtout de la divergence des intérêts.

Les vieilles habitudes commencent naturellement à refaire surface faisant craindre à un retour à la case-départ à la première occasion qui se présente. Nous devons pourtant comprendre chacun et tous que la réussite ou l'échec du processus enclenché engage aussi bien notre responsabilité personnelle que collective.

Une génération plus que jamais interpellée et qui répondra inexorablement au tribunal de l'histoire sur la gestion des défis affrontés pour soigner le grand malade qu'est le Mali ! Telle est la nôtre.

Nous avons eu la chance ou la malchance de nous retrouver au-devant de la scène à un moment crucial de l'histoire de notre nation. Qu'on soit responsable ou non de ce qui arrive à notre pays, notre responsabilité est aujourd'hui engagée. Et cela quelle que soit la posture adoptée (acteur actif ou passif).

Comme le rappelle si bien un jeune leader politique de la commune I du district de Bamako, nous avons tous intérêt à « faire de la transition une vraie opportunité pour corriger les erreurs passées... » ! Des erreurs souvent liées aux querelles d'égos, à la haine des uns à l'égard des autres.

Un vrai challenge, comme le dit un autre jeune leader, « autant la réussite de la transition est un souhait ardent, autant son échec demeure une aubaine pour d'autres ». Autrement dit, nous ne sommes pas sortis de l'ornière parce qu'incapable de tirer les enseignements du passé et de nous comporter en fonction des leçons apprises.

La transition fonce droit sur un mur d'incompréhension au risque de rendre stérile l'éprouvante résilience du peuple. Les vieilles habitudes commencent à refaire surface faisant craindre à un retour à la case-départ à la première occasion.

Censés donner l'exemple et montrer la voie, les décideurs actuels ne semblent pas avoir réellement compris les enjeux de leur position actuelle pour inspirer leurs concitoyens. Ce qui donne l'impression que le changement espéré à l'issue des réformes de la refondation commence à paraître au citoyen lambda comme un autre leurre.

Ils sont nombreux à craindre que cette impression du leurre l'emporte sur une réelle volonté de changer en offrant au pays une vraie opportunité de développement ! Ce qui se comprend aisément car quand l'effet du sacrifice consenti tarde à se manifester, le doute commence à s'installer.

Pis, on commence à croire que ceux qui doivent montrer la voie à suivre ne veulent pas trimer comme le Malien lambda. L'affaire des primes et des indemnités des membres du Conseil national de la transition (CNT) a malheureusement conforté cette impression.

Il revient maintenant à ceux qui sont aux commandes de faire en sorte que cela (doute) reste juste une impression isolée, qu'elle ne se généralise pas au point de compromettre l'immense espoir que fait planer l'avènement du Mali Kura !

Il faut non seulement maintenir cet espoir, mais aussi donner des gages pour consolider la confiance que la majorité des Maliens a toujours placée aux autorités actuelles. Ce qui sera difficile quand certaines forces vives se sentiront toujours flouées.

### « N'est-il pas temps de se détromper en pensant que nous sommes dans une transition ? »

Après 4ans sans prouver une volonté de transférer la gouvernance, il faudra bien se mettre à l'évidence », réagissait par exemple un acteur politique à la publication de notre jeune leader politique de la commune I.

Nous sommes parfaitement d'accord avec le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) quand il rappelle que « l'expiration de la 2e période de transition exigeait de larges consultations préalables en vue d'un consensus pour organiser les élections ».

C'est une erreur de penser que le Dialogue inter malien a comblé ce besoin de se rassembler pour décider de l'avenir immédiat d'autant plus que des acteurs non moins importants se sont sentis exclus du processus. Et les recommandations d'ordre politique du DMI ne sont pas sans équivoques.

Notre impression est que nous fonçons un mur d'incompréhension bâti par la volonté de défendre des intérêts particuliers dans les différents camps. En effet, comme le dit notre jeune leader politique, « la transition perdure parce que nous ne sommes pas encore ensemble ». Il est pourtant clair qu'il ne saurait avoir de mur infranchissable si tout le monde est réellement préoccupé par l'intérêt général,

l'avenir de la nation, le sort des générations futures de Maliens. Notre élu communal, malgré sa jeunesse, est un exemple type du citoyen dont le Mali Kura a besoin pour se réaliser.

Il incarne en effet les valeurs essentielles que chaque Malien doit cultiver pour non seulement sortir de l'impasse actuelle, mais aussi pour permettre au pays d'envisager un avenir serein. Sans céder aux compromissions, ce symbole de la génération consciente est prêt à toutes les concessions et à tous les sacrifices quand il s'agit de créer les conditions de l'union sacrée pour relever le Mali.

Il sait mettre son pays au-dessus de toutes les autres considérations, de tous les autres intérêts. C'est ce sacrifice que tout citoyen réellement préoccupé par le sort de sa patrie doit accepter. Prendre conscience de cela doit nous obliger à faire de la nation notre seule et unique priorité du moment.

Certes des divergences peuvent naître de la seule manière dont les uns et les autres veulent procéder pour le bonheur du peuple. Mais, si telle est une volonté réelle et sincère, elles (divergences) finiront par s'estomper en ouvrant une voie consensuelle pour y parvenir.

Visiblement, les contradictions sont profondes et se nourrissent du manque de cohérence de certains acteurs beaucoup plus soumis à leur ego et oubliant que c'est de « notre Mali » qu'il s'agit avant tout. Face à la responsabilité historique à laquelle personne ne peut se dérober, nous devons mettre les egos en sourdine.

Et cela d'autant plus que, comme notre élu, nous sommes convaincus que « si nous nous mettons tous ensemble avec en tête que seul le collectif est le socle de chaque individu, nous réussirons à coup sûr » à mener cette transition à bon port et plus tôt qu'on ne le pense.

Avançons donc le regard fixé sur une échéance commune dans le seul intérêt du pays. Faisons donc fi de tout le reste pour le moment !

**Source : Le Matin**

**Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.**

**Ulf Laessing**, Directeur régional programme Sahel  
basé à Bamako

**Aminata Traore**, Assistante de Programmation /  
rédactrice en chef de la revue de presse

Bureau du programme Régional Sahel / Bamako

[www.kas.de/Sahel](http://www.kas.de/Sahel)

[https://twitter.com/KAS\\_Sahel](https://twitter.com/KAS_Sahel)

<https://www.facebook.com/KAS.Sahel>

[Ulf.laessing@kas.de](mailto:Ulf.laessing@kas.de) / [Aminata.traore@kas.de](mailto:Aminata.traore@kas.de)

---

Badalabougou - Est  
Bamako/Mali  
B.P. E 1247  
Téléphone:  
+223-20.23.00.36  
[Info.bamako@kas.de](mailto:Info.bamako@kas.de)  
[www.kas.de/sahel](http://www.kas.de/sahel)

[www.kas.de](http://www.kas.de)